



LES FAITS MARQUANTS DU PREPCOM II DU SMDD: VENDREDI 1^{ER} FEVRIER 2002

Les délégués se sont réunis en Plénière tout au long de la journée et dans la soirée pour poursuivre le débat général autour de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en application du Plan d'Action 21.

LA PLENIERE

EVALUATION DES PROGRES REALISES DANS LA MISE EN APPLICATION DU PLAN D'ACTION 21: Le Président Emil Salim (Indonésie) ouvrit la séance du matin, durant laquelle les présentations des délégués devaient se focaliser, d'une manière générale, sur les domaines d'action possibles pour le SMDD.

L'EQUATEUR appela: à un transfert des technologies écologiquement rationnelles (TER); à la reconnaissance des potentialités de l'écotourisme; et à la reconnaissance de la valeur du Mécanisme pour un Développement Propre. La REPUBLIQUE TCHEQUE nota: la gouvernance et l'architecture institutionnelle; les partenariats avec les principaux groupes sociaux; et l'éducation en matière de développement durable. Le représentant des PHILIPPINES plaida pour: la mise en place d'un commerce international et d'un régime d'investissement; une bonne gouvernance et des réformes institutionnelles; l'allègement de la dette; et la mise au point et le transfert des TER. Le BANGLADESH appuya l'établissement d'une coopération pour la paix et la sécurité, le transfert des TER, l'atténuation des changements climatiques, et l'affectation de ressources financières pour la mise en application. La BIELORUSSIE donna un aperçu sur son plan d'action national et sur ses efforts visant à dépasser les séquelles de la catastrophe de Tchernobyl.

Au nom de l'ALLIANCE DES PETITS ETATS INSULAIRES (AOSIS), Samoa plaida pour l'inclusion des océans, des littoraux et des îles, et de la nécessité de traiter le problème de la vulnérabilité des îles aux changements climatiques, exhortant les pays industrialisés à reconnaître leurs responsabilités et à entreprendre une action. La FINLANDE, au nom du CONSEIL ARCTIQUE: fit part de ses préoccupations concernant la contamination des denrées alimentaires traditionnelles des Peuples Indigènes; appela à une entrée en vigueur rapide de la Convention de Stockholm; et décrit les effets des changements climatiques sur la région.

Réaffirmant l'engagement en faveur du Plan d'Action 21 et du Programme d'Action de la Barbade, la GRENADE, au nom de la COMMUNAUTE DES CARAIBES, mit en exergue l'établissement d'un fonds pour l'atténuation des effets des catastrophes naturelles et la réhabilitation, et apporta son appui au programme de gestion des pêches régionales. La LITUANIE indiqua qu'une priorité devait être accordée à l'investissement dans la prévention de la pollution, dans les sources d'énergie et combustibles propres, et dans les TER. Le KENYA mit l'accent sur l'impératif d'établir un lien entre le SMDD et les processus de la Conférence Internationale sur le Financement du Développement, et proposa d'utiliser le FEM pour le financement des plans d'action nationaux de lutte contre la désertification. La COLOMBIE encouragea la promotion de récoltes alternatives pour la

sécurité alimentaire, la reconnaissance et le renforcement du rôle des communautés locales et des Peuples Indigènes, et l'éducation en matière de développement durable.

Le délégué des ETATS-UNIS nota l'importance des systèmes de régulation équitables, de la transparence et du règne de la loi pour l'investissement, mit en exergue la valeur de la gouvernance intérieure, et encouragea la formation de coalitions des pays qui souhaitent cela. La BANQUE MONDIALE parla de sa focalisation sur la réduction de la pauvreté, et mit en relief: l'intégration; les augmentations intervenues dans l'APD; l'aplanissement des barrières commerciales; et le besoin de reconstituer le fonds du FEM en 2002. La NORVEGE proposa que les liens entre santé environnementale et pauvreté soient traités au cours du Sommet et que l'ordre du jour mondial concernant la question des produits chimiques soit poussé de l'avant. La THAILANDE décrit ses initiatives nationales en matière de développement durable, telles que celles de l'utilisation des combustibles propres, de la fourniture de l'eau potable salubre, et de l'accroissement du nombre des zones protégées.

La FEDERATION DE RUSSIE suggéra que le Sommet aborde: la question des coûts du soutien nécessaires aux écosystèmes bénéfiques à la planète; le problème de la dette extérieure; et les avantages pouvant être tirés des ressources du secteur privé. L'ALGERIE souligna le besoin d'une prospérité partagée, d'une nouvelle perspective pour l'interdépendance et d'une meilleure prise de conscience des inégalités, et appela à un renforcement des accords environnementaux multilatéraux et de l'accès à l'eau salubre. L'AFRIQUE DU SUD nota que la mondialisation a exclu bon nombre de pays en développement, et appela: à l'accès à l'eau salubre et à la santé; à l'alphabétisation universelle; à des modes de production et de consommation durable; à de nouveaux partenariats régionaux innovants; et à une gouvernance efficace.

La FONDATION DES NATIONS UNIES fit part de son engagement à poursuivre la mise en place de projets de partenariat public-privé avec le système des Nations Unies, et à se concentrer sur le complexe énergie, changements climatiques et pauvreté, dans la préparation du SMDD. La ROUMANIE apporta son appui au "Contrat Mondial," à l'intégration des préoccupations économiques et sociales et de leur lien avec la pauvreté, et indiqua qu'elle entendait continuer de promouvoir la coopération régionale en Europe Centrale et de l'Est. L'EX-REPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACEDOINE se focalisa sur les problèmes des pays en transition économique (PTE), en particulier, dans les domaines des changements climatiques, du financement et du commerce, et de la dette extérieure. Le BRÉSIL mit en relief le caractère crucial du traitement du problème des changements climatiques et de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, et suggéra d'appréhender les questions de financement et de transfert des technologies comme étant des domaines intersectoriels importants. Le délégué de SAINTE LUCIE appela à des arrangements institutionnels avec l'OMC sur la mise en application des accords commerciaux exerçant un impact sur le développement durable, à un doublement des flux de l'APD, à un suivi de la contribution du monde des affaires, et à la réintégration d'une unité chargée du suivi des compagnies transnationales dans le Secrétariat des Nations Unies. Le CENTRE INTERNATIONAL DU GENIE GENETIQUE ET DE LA

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Wendy Jackson <wendy@iisd.org>, Wagaki Mwangi <wagaki@iisd.org>, Alison Ormsby <alison@iisd.org> et Andrey Vavilov <andrey@iisd.org>. Edition Numérique: Andrei Henry <andrei@iisd.org> et Leila Mead <leila@iisd.org>. Editrice en Chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoun: <mongi@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Logistique: Marcela Rojo <marcela@iisd.org>. Assistant en Ligne: Diego Noguera <diego@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du Bulletin sont: Le Ministère Néerlandais des affaires Etrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDD), les Etats-Unis (à travers l'USAID), l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et l'OAEC), la Commission Européenne (DG-ENV), le Ministère Danois des Affaires Etrangères et le Gouvernement Allemand (à travers les Ministères de l'Environnement (BMU) et de la Coopération pour le Développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au Bulletin au titre de l'exercice 2002, par: les Ministères Finlandais des Affaires Etrangères et de l'Environnement, le Gouvernement Australien, les Ministères Suédois de l'Environnement et des Affaires Etrangères, le Ministère Néo-Zélandais des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, les Ministères Norvégiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, Swan International et l'Agence Nippone de l'Environnement (à travers l'IGES). La version Française est financée par le Ministère Français des Affaires Etrangères. Le Bulletin est joignable à <enb@iisd.org> et au tel: +1-212-644-0204; fax: +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par à <info@iisd.ca> et par courrier au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont diffusées par courriel et sont disponibles à travers le serveur WWW Linkages à: <http://www.iisd.ca/linkages/>.



BIOTECHNOLOGIE souligna l'objectif du renforcement des capacités des pays en développement dans le domaine de l'utilisation durable de la biodiversité et de la biotechnologie.

Les domaines prioritaires du BOTSWANA pour le SMDD comprennent: l'éradication de la pauvreté; des financements concrets, prévisibles et inscrits dans des calendriers précis pour la lutte contre la sécheresse et la désertification; le renforcement des capacités; la lutte contre le HIV/SIDA; des ressources nouvelles et supplémentaires pour les pays en développement; le transfert des TER à des termes favorables; et, avec la TUNISIE, un soutien en faveur du Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD). La TUNISIE mit également l'accent sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la maîtrise de la croissance démographique et le changement des modes de production et de consommation. TUVALU appela: à l'insertion d'un quatrième pilier du développement durable couvrant sa dimension humaine, spirituelle et culturelle; à l'inclusion des thèmes des océans et des littoraux; et, avec TRINITE ET TOBAGO, déplora que le travail accompli par les PEID ne soit pas reflété de manière adéquate dans le Rapport du Secrétaire Général. TRINITE ET TOBAGO nota les effets de la pandémie du HIV/SIDA sur la région des Caraïbes. La MALAISIE apporta son appui à la mise en place des partenariats et appela à l'élaboration d'une stratégie globale pour l'éradication de la pauvreté, au renouvellement du contrat mondial, à l'amélioration de l'architecture du développement durable, et à une volonté politique pour la mobilisation des ressources.

Le BHUTAN, avec la SUISSE et le NEPAL, attira l'attention sur l'importance du développement des écosystèmes montagneux. La REPUBLIQUE DE COREE parla du transfert des technologies et mit en exergue les approches régionales en matière de développement durable. La MONGOLIE appela au renforcement des arrangements institutionnels au sein du système des Nations Unies, à la mise à disposition d'une aide pour l'établissement de conseils locaux et nationaux pour le développement durable, et à la désignation de la désertification et de la dégradation des sols comme points de focalisation du SMDD. Le PAKISTAN appela à l'inversion de la mondialisation rampante et à l'éradication "du poison de la pauvreté," et mit en exergue la paix et la stabilité comme éléments indispensables au développement.

La CHINE proposa: l'adoption d'un plan d'action concret; l'adhésion aux Principes de Rio; à la revitalisation des partenariats globaux; et à l'amélioration de la mise en application. Les actions prioritaires d'ISRAEL comprennent l'éducation formelle et informelle des jeunes et la considération des médias et des industries publicitaires comme moteur de la demande en matière de production et de consommation. FIDJI encouragea le SMDD à appeler à une évaluation décennale du Programme d'Action de la Barbade pour les PEID, et proposa l'inclusion des thèmes des océans et des îles, du tourisme, de la santé, des "ICT", de la vulnérabilité, et des ressources financières. CHYPRE apporta son soutien à l'idée de faire du "Contrat Mondial," le cadre conceptuel du SMDD et encouragea le traitement des défis posés par le HIV/SIDA, les "ICT" et la mondialisation.

Notant que ce sont les exportateurs des produits manufacturés des pays en développement qui ont le plus bénéficié de la libéralisation du commerce international, l'ONUDI appela à des programmes et projets de coopération technique, et s'engagea à travailler sur le transfert des technologies, la question d'énergie et la gestion des déchets solides. L'UNAIDS mit en exergue les partenariats, la durabilité multi-sectorielle, l'allègement de la dette et la mise en place de stratégies de lutte contre le HIV/SIDA.

L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES fit état de son implication dans l'Evaluation Ecosystémique du Millénaire et de la nécessité d'une cohérence entre les règles de l'OMC et les différents accords environnementaux. La CROATIE nota les défis auxquels se trouvent confrontés les PTE et identifia la question des changements climatiques comme étant un problème environnemental urgent. L'UNICEF mit l'accent sur la survie, la croissance et le développement de l'enfant, et souligna l'impératif de faire avancer l'égalité des sexes et l'approvisionnement en eau salubre.

Le NIGERIA parla des préparatifs du Sommet, à l'échelle locale, qualifia les thèmes de la gestion des océans et de la lutte contre la désertification de thèmes clés, réaffirma l'éradication de la pauvreté comme condition préalable pour le développement durable, et appela à une claire identification du rôle du PNUE dans la gouvernance du développement durable. Faisant part de son espoir de voir le Protocole de Kyoto entrer en vigueur avant le Sommet, le PEROU mit l'accent sur l'importance des écosystèmes montagneux. Le MOZAMBIQUE affirma que le monde, loin de s'être vraiment engagé sur la voie du développement durable, est caractérisé par la pauvreté, le sous-développement, les inégalités, la pollution, le réchauffement de la planète et les catastrophes naturelles. BELIZE mit en exergue le développement des micro-entreprises, le financement et le renforcement des capacités, et décrit les défis posés par les catastrophes naturelles. La JAMAÏQUE parla de l'incidence économique, environnementale et sociale de l'exode rural.

La BARBADE identifia entre autres thèmes clés méritant de constituer le point focal du SMDD: la vulnérabilité des PEID aux catastrophes naturelles; le HIV/SIDA; la dépendance de l'industrie du tourisme sur l'environnement naturel; et les océans, les littoraux et les îles, et le Programme d'Action de la Barbade. L'OMC plaida pour la libéralisation du commerce pour résoudre la "pollution que constitue la pauvreté" et pour le besoin de faire en sorte que les politiques commerciales et environnementales soient aptes à s'apporter un soutien mutuel. L'UNESCO déclara prioritaire, le thème de l'éducation pour tous, et appela les gens partout à devenir des agents du changement et à modifier leur comportement et style de vie.

Le MAROC parla des pénuries d'énergie et des défis environnementaux posés dans les domaines de l'eau, et appela à la mise en place d'une gestion et de partenariats efficaces. L'ARABIE SAOUDITE donna un aperçu sur les réformes financières entreprises pour la promotion de la stabilité économique. Souhaitant voir les PTE bénéficier d'une attention particulière, la MOLDAVIE déclara que les écosystèmes y sont menacés par les pratiques économiques non durables. Le NEPAL mit en garde que la pauvreté et la dégradation environnementale seront pires pour les générations à venir, et décrit les avantages de son programme forestier. L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE souligna l'importance d'avoir des océans propres et une pêche internationale plus sûre, notant que la pollution marine provenant des navires a été réduite depuis Rio et que des efforts sont en cours pour la réduction des effets nocifs des eaux de ballast. Le HONDURAS nota que le Rapport du Secrétaire Général ne tenait pas compte de l'Alliance des Pays de l'Amérique Centrale pour le Développement Durable, et suggéra un renforcement du rôle des conseils nationaux pour le développement durable.

La BOLIVIE suggéra la conduite d'une évaluation de la mise en application globale, le traitement des catastrophes naturelles, la décentralisation et l'établissement de partenariats au niveau communautaire. Le SURINAM proposa la détermination des objectifs de développement durable, et une focalisation sur les questions de pauvreté, des forêts, des Peuples Indigènes et de l'écotourisme. Le KIRGHIZSTAN mit l'accent sur le développement durable des zones montagneuses, ainsi que sur le besoin d'apporter une assistance aux PTE. L'UKRAINE suggéra l'utilisation de méthodologies scientifiques dans l'étude du développement durable, l'adoption de nouvelles approches de gestion pour les politiques gouvernementales, et la promotion de partenariats efficaces. Le BURUNDI proposa que le SMDD se focalise sur l'élaboration d'une approche intégrée pour les questions de développement durable, de pauvreté, de résolution des conflits et du HIV/SIDA et, avec la TUNISIE, sur l'opportunité de créer un fonds de solidarité mondial. La POLOGNE proposa un renforcement de la mise en application du Plan d'Action 21, y compris à travers la mise en place de régimes de mise en conformité aux obligations, l'établissement d'une cour spécialisée en matière de développement durable et l'utilisation de l'expérience des personnes âgées dans la promotion du développement durable.

NDLR: La couverture du BNT s'est terminée à 21h, mais la séance s'est poursuivie jusque tard dans la nuit.

DANS LES COULOIRS

Les couloirs ont connu une certaine activité tout au long de la semaine, les différents groupes régionaux et autres comités ayant eu à travailler en continu pour faire avancer leurs sujets de prédilection. Le G-77/Chine a fait savoir qu'il a entamé, lundi 28 janvier, un travail d'élaboration des descriptifs thématiques préliminaires orientés vers l'action, susceptibles de servir de plate-forme aux discussions interactives devant commencer lundi 4 février. Préoccupés par la question de la gouvernance en matière de développement durable, certains membres du Groupe JUSCANZ ont entamé l'élaboration d'un texte sur le thème de la gouvernance intérieure, avec un accent sur les cadres de régulation. Les PEID se sont déclarés préoccupés par les thèmes des océans et des îles, et l'UE a travaillé pour amener les quelques hésitants parmi les pays en développement à apporter leur appui au thème des partenariats. La liste initiale des domaines d'action possibles élaborée par le Président du PrepCom, qui sera communiquée dans la soirée du dimanche 3 février déterminera probablement la direction de ces consultations...

A SUIVRE AUJOURD'HUI

SEANCES DE DIALOGUE INTERACTIF: Deux débats interactifs parallèles se dérouleront lors des séances du matin et de l'après-midi dans les Salles de Conférence 1 et 4 pour le recueil des commentaires sur la liste des thèmes élaborés au cours du week-end par le Président du PrepCom et qui englobera les propositions d'action et les thèmes clés présentés par les délégations durant les discussions qui ont eu lieu tout au long de cette première semaine. La liste devant être examinée par chacun des Groupes de Discussion reste encore à déterminer. Cherchez à vous procurer, dimanche 3 février, à partir de 17h, la liste qui sera mise à disposition dans le bureau 2224 de l'immeuble de l'UN-DC-2 ou sur le site www.johannesburgsummit.org.